



Assemblée générale

Distr. générale
25 avril 2024
Français
Original : anglais

Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

Point 161 de l'ordre du jour

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

Lettre datée du 25 avril 2024, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à ma lettre du 2 octobre 2023 ([A/78/507](#)), j'appelle votre attention sur une nouvelle violation par les États-Unis des obligations qui leur incombent en qualité de pays hôte du Siège de l'Organisation des Nations Unies.

Le 16 avril 2024, par la note n° HC-2024-55, les États-Unis ont limité de façon illégale les déplacements du Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran et de sa délégation pendant leur séjour à New York du 17 au 19 avril 2024. Le pays hôte a limité leurs déplacements à une zone très restreinte d'un rayon de moins d'un mile (1,61 km) autour du Siège de l'Organisation. De plus, il a exigé du Ministre des affaires étrangères iranien et de sa délégation qu'ils soumettent, avant tout déplacement en dehors du périmètre et des itinéraires définis dans ladite note, une « demande » assortie des « justificatifs voulus » qui devra être approuvée par les autorités internes du pays hôte.

Le fait même d'imposer de telles restrictions illicites et de soumettre la conduite des activités du Ministre des affaires étrangères iranien et de sa délégation à l'approbation du pays hôte perturbe et entrave le bon accomplissement et l'exercice indépendant de leurs fonctions. Ces restrictions illicites constituent des violations flagrantes des obligations qui incombent au pays hôte en vertu du droit international applicable, notamment le droit international coutumier régissant les privilèges, immunités et droits des représentants et les instruments juridiques internationaux pertinents, dont l'article 105 de la Charte des Nations Unies, la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (1946), l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies (1947) et la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (1961).

Ces mesures sont aussi contraires à la lettre et à l'esprit de la Charte des Nations Unies, qui est le fondement même et la raison d'être de l'ONU, organisation phare du multilatéralisme et de la diplomatie, dont l'objectif est de promouvoir la coopération internationale. Je tiens à réaffirmer que, selon le droit international applicable, en tant que pays hôte du Siège de l'ONU, les États-Unis ne peuvent déroger à leurs



obligations internationales en se fondant sur leur droit national ou sur des considérations politiques, ni en faisant valoir que leurs lois internes l'emportent sur lesdites obligations.

Je réitère ma profonde préoccupation concernant l'imposition de telles mesures par le pays hôte, et je vous demande à nouveau de veiller, dans l'exercice de la responsabilité et des mandats qui vous sont conférés en vertu des instruments juridiques internationaux applicables, notamment la section 21 de l'Accord de Siège qui prévoit que tout différend sera renvoyé à un tribunal d'arbitrage, à ce que le pays hôte mette fin et renonce à tout acte, positif ou négatif, qui entrave ou compromet de toute autre manière l'exercice indépendant et efficace des fonctions des représentants iraniens.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 161 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Amir Saeid **Iravani**
